



LA MÉTHODE DE NOTRE DIRECTRICE INTERRÉGIONALE GRAND EST : « IMAGE IMPECCABLE, DÉGÂTS IRRÉPARABLES »

Sur notre territoire, nous assistons à une dérive inquiétante du mode de gouvernance instauré par notre direction interrégionale.

La haute sphère interrégionale Grand-Est semble avoir fait le choix clair de privilégier sa réputation et son image institutionnelle, au détriment des conditions de travail des agents, du respect du terrain, et même des projets éducatifs des jeunes.

Pour les agents : un mépris assumé, une souffrance ignorée !

- Plusieurs situations signalées font état de risques psychosociaux graves,
- Les collègues dénoncent un sentiment d'insécurité croissant, un climat de peur, et une absence totale de reconnaissance,
- Les alertes sont minimisées, les souffrances banalisées, les agents éloignés, pendant que les cadres mis en cause sont protégés, renforcés, parfois déplacés, mais jamais sanctionnés !

Exemples récents :

- Un cadre dénoncé à plusieurs reprises pour des faits de harcèlement ? La réponse apportée aux collègues : « maladresse ». Lui est toujours en poste. La collègue qui a dénoncé est partie.
- Une cadre condamnée pour délit de fuite et destruction de biens publics, dans une affaire médiatisée ? Aucune conséquence professionnelle !
- Une autre cadre mise en cause pour faits graves ? Missionnée ailleurs, tout comme l'agent qui a osé dénoncer. Une symétrie absurde qui laisse un goût amer...

Une gestion catastrophique et autoritaire jusque dans les crises les plus critiques

La crise de l'UEHC de Strasbourg en est l'un des exemples les plus révélateurs.

Des agents, épuisés, au bord de la rupture, ont demandé à être entendus. Ils ont rencontré la direction interrégionale, espérant un geste fort, une remise en question, un appui.

Rien de tout cela n'est venu.

La haute sphère interrégionale a choisi de maintenir la prise en charge des jeunes, en niant

les conditions de travail précaires et en soutenant un fonctionnement éducatif déjà largement dégradé.

Une fois encore, l'image a primé sur la réalité et sur la sécurité...

Pour les jeunes : des projets éducatifs sacrifiés sur l'autel de la communication

Cette logique managériale touche également les jeunes :

- Des jeunes avec des besoins spécifiques complexes imposés à des services qui n'ont ni les moyens, ni la configuration de les accueillir dignement
- Les réorientations possibles et nécessaires sont bloquées, car il est « hors de question » qu'un jeune quitte la DIR, ce qui pourrait nuire à « l'image »...

Ce ne sont plus les besoins du jeune qui guident les décisions, mais la stratégie de communication de la direction.

Ce sont les équipes qui encaissent, dans des conditions de plus en plus intenables.

Un management vertical, autoritaire et dangereux

- Protection systématique des cadres quels que soient les faits reprochés,
- Répression silencieuse des agents qui alertent ou dénoncent,
- Instrumentalisation des jeunes pour soigner les indicateurs et les bilans,
- Menace de déplacement de services administratifs et même éducatifs dans des locaux (volontairement ?) trop petits, dans des bureaux non personnels et en « open spaces » ! Au mépris de la santé, de la sécurité et de la confidentialité ?
- Silence total sur les alertes de terrain, même les plus urgentes...



IL EST TEMPS DE DIRE STOP À CES LOGIQUES DESTRUCTRICES !

La CGT PJJ Grand-Est ne tolérera plus le silence et le mépris des décisionnaires de la DIR PJJ Grand-Est responsables de ces logiques destructrices !

L'impunité à l'égard des cadres défaillants du territoire nuit à toute relation équipe-cadre.

En effet, l'omerta qui protège ces cadres défaillants jette l'opprobre sur toutes les hiérarchies, y compris les responsables hiérarchiques qui font preuve de professionnalisme et d'intégrité.

Cette omerta et cette impunité auraient pu (et pourraient encore) conduire à des drames sans les garde-fous que sont **les syndicats** et les **lanceurs et lanceuses d'alerte**.

IL EST TEMPS DE DIRE STOP À CETTE GESTION TECHNOCRATIQUE DE LA PJJ !

Une gestion « technocratique » est une forme de gestion « où la place des experts techniques et de leurs méthodes est centrale dans les prises de décision » (Wikipedia).

CE MODE DE GESTION NE PEUT PLUS ÊTRE TOLÉRÉ. IL MET EN DANGER LES AGENTS, LES JEUNES, ET LE SENS MÊME DE NOTRE TRAVAIL ÉDUCATIF !

Nous ne remettons pas en cause la nécessité d'une gestion exigeante ni l'importance d'une cohérence institutionnelle. Mais cette gestion doit respecter les principes fondamentaux du travail éducatif :

- La sécurité physique et psychologique des professionnel.les ;
- L'écoute réelle des alertes, avec des réponses transparentes et équitables ;
- Des décisions guidées par les besoins des jeunes, et non par des impératifs financiers ou de communication.

IL EST TEMPS DE PASSER À UNE GESTION MOINS AUTORITAIRE !

Nous appelons la Direction Interrégionale à :

- Entamer enfin le dialogue social, notamment avec la CGT PJJ Grand-Est, dont les droits syndicaux ont été bafoués fin 2024-début 2025 par la haute sphère régionale Grand-Est ;
- Ouvrir un espace de concertation réelle avec les équipes de terrain ;
- Réévaluer les priorités de gestion au regard des remontées des professionnel.les ;
- Revenir à une logique d'action fondée sur la confiance, le sens du service public et le respect du travail éducatif,
- Respecter et faire respecter l'exemplarité à la PJJ (voir le « Plan Stratégique National » page 24) !

L'IMAGE NE PEUT ÊTRE PROTÉGÉE AU PRIX DU MÉPRIS DES AGENT.ES ET DE L'ABANDON DES JEUNES !

La CGT PJJ Grand-Est s'étonne d'entendre encore parler d'« intérêt des enfants » alors que notre Administration et notre Direction Interrégionale détériorent nos conditions de travail à la PJJ, méprisent les agent.es et prouvent ainsi qu'ils n'ont aucun intérêt pour les enfants suivis !

Nous sommes des fonctionnaires engagé.es pour un service public de la Justice au profit de la jeunesse. Nous ne sommes pas au service de l'« **image impeccable** » qui favorisera la carrière de la Directrice Interrégionale Grand-Est !

Nous ne tolérerons plus les « **dégâts irréparables** » causés par ces décisions.

Nous exigeons la reconnaissance de notre métier et de notre rôle essentiel d'éducation et d'émancipation.

NOUS EXIGEONS LES MOYENS D'ACCOMPLIR CORRECTEMENT NOTRE MISSION !



CGT PJJ GRAND-EST
Union Locale CGT Nancy
17, rue DROUIN
54000 NANCY

FIER-E-S
D'ÊTRE
FONCTIONNAIRES